

[Imputation budgétaire]
[Donnée 2]
[Donnée 3]
[Donnée 4]



Ministère de [...]

Arrêté n° [...]
portant placement en congé maternité

Le [La] ministre [...],

Vu le code général de la fonction publique, notamment le titre III du livre VI de la partie législative ;
Vu le décret n° 2021-871 du 30 juin 2021 relatif aux congés de maternité et liés aux charges parentales dans la fonction publique de l'Etat ;
Vu le décret n° 2025-694 du 23 juillet 2025 portant diverses dispositions applicables aux personnels ouvriers de l'Etat en matière de congés ;
Vu la déclaration de grossesse de Mme [Nom] [Prénom] en date du [...],

Arrêt[e] :

- Article 1er** : Mme [Nom] [Prénom], ouvrière, affecté[e] au sein de : [affectation administrative] - [affectation opérationnelle], est placée en congé maternité à compter du [...] jusqu'au [...].
- Article 2** : Durant cette période, l'intéressée perçoit l'intégralité de son salaire à temps plein, et le cas échéant, des suppléments pour charges de famille et de l'indemnité de résidence, ainsi que, si elle en perçoit, des primes et indemnités de toutes natures afférentes à son/sa (à saisir) auquel / à laquelle elle est parvenue et bénéficie de ses droits à l'avancement et à la retraite.
- Article 3** : L'intéressé[e] dispose d'un délai de deux mois, dans les conditions fixées aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du code de justice administrative, à compter de la notification de la présente décision pour la contester devant la juridiction administrative territorialement compétente.
La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.
- Article 4** : [Le directeur [La directrice] des ressources humaines du ministère de [...] est chargé[e] de l'exécution du présent arrêté.]

Fait le (...)

Pour le [la] ministre et par délégation :

Pour le directeur [la directrice] des ressources humaines et par délégation :
[Fonction],

[Prénom + NOM]